

Les subsides

Quand nous entendons les dirigeants du secteur nucléaire dire que tout va bien, qu'il est inutile de s'inquiéter, qu'ils ont toutes les garanties voulues, et que nous entendons ensuite la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources déclarer que tout va bien, qu'elle fait entièrement confiance au système actuel, nous commençons à comprendre alors pourquoi nous ne les croyons guère.

C'est ce que je veux demander au député. L'industrie nucléaire ne prend-elle pas son appui sur toute une kyrielle de mensonges quand ne prétend qu'elle ne suscite effectivement aucun danger alors que nous sommes persuadés que tel n'est pas le cas? Voilà pourquoi nous affirmons que n'étant pas certains, nous ne devrions pas pousser cette industrie dont les conséquences peuvent être terribles pour l'humanité. N'est-ce pas une industrie qui se recommande de mensonges venant de n'importe quel pays, à n'importe quel niveau de la bureaucratie, à l'échelon national ou international?

M. Caccia: Monsieur le Président, le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) m'attribue des connaissances plus poussées que j'en ai pour analyser la compétence de l'industrie. Je suis porté à croire que l'industrie est composée de professionnels du secteur qui ont foi en ce qu'ils font. Ils ont produit de l'énergie au Canada en ayant recours à une technologie qui offre des avantages et des inconvénients. Je ne crois donc pas qu'il soit sage de décrire les industriels comme l'a fait le député, mais je comprends la thèse qu'il tente de nous exposer.

Chose certaine, l'industrie nucléaire au Canada ne fonctionne pas en vase clos. Un nombre appréciable de réacteurs ont été construits, le sont encore et le seront à l'étranger. Par ailleurs, il n'y a pas de règles internationales qui nous protègent, tandis que ces travaux se poursuivent. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un complot méphistotélique ourdi par quelques individus malintentionnés; c'est plutôt l'oeuvre de techniciens exploitant une certaine technologie qui est disponible, que l'humanité a découverte et qui . . .

M. Riis: Qu'ils considèrent comme sûre.

M. Caccia: . . . qu'ils prétendent sûre.

Cela dit, il n'y a pas de mal à ce que les politiques fassent preuve d'un sain scepticisme au nom du public. A en juger par la pertinence des questions que le député de Kamloops—Shuswap pose au ministre des Finances (M. Wilson), je suis certain qu'il en est capable. Le scepticisme est de mise, particulièrement dans l'opposition, pour manifester notre volonté de passer au crible toute déclaration des ministériels, y compris celles portant sur le secteur à l'étude.

Pour conclure, je suis plus préoccupé, pour le moment du moins, par le vide effrayant qui entoure ces 26 pays et leurs 374 réacteurs, en ce sens qu'il n'existe pas de règles du jeu pour assurer la protection contre les répercussions internationales des catastrophes. Peut-être suis-je un peu étroit d'esprit; mais nous avons tous nos faiblesses.

M. Fulton: Monsieur le Président, j'ai une brève question à poser au député qui a fait, à mon avis, un discours solide et intéressant. Il sait certainement que la motion dont la Chambre est saisie vise à faire tenir par le Parlement, et en particulier par le gouvernement, une enquête publique complète sur l'énergie nucléaire, comme promis durant la campagne électorale. Les médias ont rapporté les points de vue divergents des députés de son parti. Je voudrais savoir si le parti libéral a une position ferme sur la question de la tenue éventuelle d'une enquête publique approfondie sur l'énergie nucléaire.

M. Caccia: Monsieur le Président, j'espère qu'au prochain congrès, qui aura lieu ici à Ottawa en novembre, nous étudierons cette question très importante. Je voudrais aussi ajouter qu'à ce moment-là, j'espère qu'on l'abordera comme une question d'ensemble, c'est-à-dire en se rendant compte combien il est important de déterminer pour le Canada les éléments d'un programme énergétique en se fixant un délai précis. Nous pourrions ainsi déterminer quelle importance nous voulons accorder à chacun des éléments d'un plan énergétique, y compris le nucléaire, au lieu de ne s'attacher qu'à un seul.

Pourquoi dis-je cela? Il est plus utile, je pense d'envisager une date éloignée. La question prendra une tournure moins politique, puisque nous ne savons pas qui sera au pouvoir en 2010. Par conséquent, on pourra procéder à cette étude de façon plus détendue. Celle-ci pourra porter entre autres sur les quatre ou cinq éléments que j'ai mentionnés: le pétrole et le gaz, la biomasse, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, le nucléaire et ainsi de suite. Les Canadiens pourront participer activement à cet exercice de façon à découvrir quels seront nos besoins d'ensemble. Puis nous pourrions répartir ces besoins par secteurs de façon à obtenir une interprétation et une direction du public qui sera consulté. J'espère que nous pourrions le faire, bien que je ne puisse pas garantir au député que cela se produira à notre congrès d'Ottawa.

M. Ravis: Monsieur le Président, je ne poserai pas de question au député, mais j'aimerais faire une observation en ma qualité de résident de la province qui produit le plus d'uranium au Canada, sinon dans le monde, la Saskatchewan. Ce que j'ai trouvé clair en écoutant non seulement le député de Davenport (M. Caccia) mais les deux autres orateurs du parti NPD qui l'ont précédé, c'est que s'il y a effectivement beaucoup de menteurs dans l'industrie, alors je suppose que je dois poser la question suivante, pour la forme. Qu'arrive-t-il à quelqu'un qui dépense 600 millions de deniers publics en Saskatchewan pour ouvrir ces mines et qui encourage littéralement la venue de millions de dollars du marché international, et de l'industrie minière, pour apprendre maintenant, du chef du parti NPD de la Saskatchewan que ces mines vont peut-être fermer? Ce n'est pas étonnant qu'une grande confusion règne dans l'industrie.

M. Riis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Selon moi, mon honorable collègue a fait par inadvertance une erreur lorsqu'il a parlé du parti NPD . . .